

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'évaluation EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était risquée faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire)

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE sur l'égalité des sexes identifiés à la section 1.1, cette action est étiquetée G1. Cela implique qu'il y aura un fort accent sur la lutte contre les disparités entre les sexes, à niveau de la production agricole (accès aux ressources), de l'entrepreneuriat (accès au financement), et de la formation professionnelle. La participation des femmes sera encouragée dans toutes les activités prévues, en mettant l'accent sur l'autonomisation, à travers l'accès à la formation, l'inclusion dans les activités économiques et l'assurance de tolérance 0 à la violence sexuelle basée sur le genre (harcèlement sexuel), en agissant directement sur les causes d'exclusion des filles.

Droits de l'homme

L'action s'appuie sur l'approche basée sur les droits humains qui inclut le respect des principes : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous (avec une attention particulière attribuée aux personnes vivant avec un handicap, aux réfugiés et déplacés) ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations.

De manière générale, la mauvaise gouvernance figure parmi les principales racines de la faiblesse de l'État de droit, faiblesse qui est elle-même la principale cause des manquements aux droits humains – en particulier des plus vulnérables (femmes, autochtones, enfants, déplacés etc.). L'amélioration de la gouvernance des chaînes de valeur devrait permettre une meilleure inclusion et participation des acteurs dans le processus décisionnel nécessaire à la structuration des chaînes de valeur.

L'accès à l'éducation, à l'apprentissage et à un emploi décent sont des droits humains fondamentaux que l'action vise à appuyer. L'éducation, la formation et le renforcement des capacités favorisent l'accès au marché du travail des jeunes et des femmes, améliorent leur autonomie, réduisent la pauvreté, stimulent une croissance économique durable, préviennent les inégalités et l'injustice, améliorent la santé - en particulier pour les femmes et les enfants - et contribuent à protéger la planète.

Dans le cadre du développement des compétences, des modules de formation en droits humains et égalité de genre (mise en œuvre du *Gender Action Plan III* - GAP III au Tchad : CLIP) liés aux enjeux des chaînes de valeur et de la formation professionnelle seront également inclus. Cette action va contribuer au GAP III, spécifiquement au domaines thématiques « Promouvoir les droits économique et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte ».

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique qu'il y aura un soutien à la mise en œuvre des approches inclusives pour les jeunes handicapés afin d'accroître leur autonomisation, à travers l'accès à la formation et à un emploi décent, l'inclusion dans les activités économiques. La rétention des jeunes handicapés ayant des besoins spéciaux sera un focus dans le cadre de la composante de formation et insertion professionnelle. Cet appui comprendra la formation du personnel quant à l'éducation inclusive en ETFP.

Réduction des inégalités